

LE COUP DE 1979 - LE CHOC DE 2000

Version longue

Gérard DUMÉNIL et Dominique LÉVY
MODEM-CNRS et CEPREMAP-CNRS

Version: 10 mai 2005. Une version abrégée de cet article est publiée dans les cahiers de Critique Communiste (2003).

Adresse : CEPREMAP-ENS, 48 bd Jourdan, 75014 Paris, France.
Tél : 01 43 13 62 62, Fax : 01 43 13 62 59
E-mail : dominique.levy@ens.fr, gerard.dumenil@u-paris10.fr
Site Web : <http://www.jourdan.ens.fr/levy/>

RÉSUMÉ

LE COUP DE 1979 - LE CHOC DE 2000

De manière simplificatrice, on peut dater l'émergence du néolibéralisme au *coup de 1979*: la décision de la Réserve Fédérale d'augmenter les taux d'intérêt à des niveaux sans précédents depuis la Seconde Guerre mondiale. Les propriétaires capitalistes et leurs institutions financières rétablissaient ainsi leur position et revenus amoindris depuis la crise de 1929 et surtout depuis la crise des années 1970, alors que se définissait un nouveau cours du capitalisme (contrôle du coût salarial, gouvernement d'entreprise visant à la rémunération des propriétaires, drainage des ressources de la périphérie...). Cette transformation avait été préparée par les changements faisant suite à la crise du dollar (flottement des monnaies et mobilité des capitaux). Il fut permis par les conditions économiques défavorables de la crise structurelle des années 1970. Ce fut cependant un coup politique, qu'il faut analyser en termes de pouvoir et de lutte de classes, scellant la dissolution du compromis keynésien, que nous proposons d'appeler compromis cadriste du fait du rôle central qu'y jouèrent les cadres, et débouchant sur l'ordre néolibéral. On voit cependant se profiler nombre de contradictions que révèle le choc de 2000 (l'entrée en récession des États-Unis et la chute des bourses) : notamment l'incapacité du néolibéralisme à assurer une croissance soutenue hors des États-Unis et la violence des crises de la périphérie... Les classes moyennes qui furent associées à la prospérité boursière voient maintenant leurs rêves s'effondrer. Quelle que soit la violence de la transition, nous pronostiquons un changement de cours du néolibéralisme, voire son dépassement.

ABSTRACT

THE 1979 COUP - THE 2000 SHOCK

Somewhat simplifying, the assertion of neoliberalism can be dated to the *1979 coup*: the decision by the Federal Reserve to increase interest rates to unprecedented levels since World War II. Thus, capitalist owners and their financial institutions restored their position and incomes, diminished since the Great Depression, and, to an even larger extent, since the crisis of the 1970s. Thus, a new course of capitalism was established (control of the wage cost, government of enterprise targeted to the remuneration of owners, tapping of resources from the periphery...). This transformation had been prepared by the changes following the crisis of the dollar (floating rates of exchanges and free mobility of capitals). It was permitted by the unfavorable economic conditions of the structural crisis of the 1970s. It was actually a political coup, that must be analyzed in terms of power relationships and class struggle. It meant the dissolution of the Keynesian compromise, that we suggest to call the *managerial compromise*, in relation to the crucial played by managers, introducing to the new neoliberal order. Several contradictions are, however, manifest, as shown by the 2000 shock (the assertion of the recession in the US and the fall of the stock market): in particular the failure of neoliberalism to ensure sufficient growth rates outside of the US and the violent crises in the periphery... The dreams of middle classes, which shared a fraction of the stock-market prosperity, are now destroyed. Independently of the actual degree of violence of the transition, one may expect a new phase of neoliberalism or, perhaps, its superseding.

MOTS CLEFS : Néolibéralisme, globalisation, classes sociales, militarisme, impérialisme.

KEYWORDS : Neoliberalism, globalisation, social classes, militarism, imperialism.

Nomenclature J.E.L. : F02.

Introduction

Un nouveau cours du capitalisme s'est affirmé depuis environ deux décennies, que l'on désigne le plus souvent par le terme *néolibéralisme*. Il se combine à un autre processus ancien, celui de la mondialisation dont il a défini de nouvelles formes. Mais le néolibéralisme renvoie à bien d'autres transformations : une nouvelle discipline imposée aux travailleurs et aux gestionnaires, de nouveaux flux financiers en faveur des institutions financières et des classes dominantes, une réaffirmation de l'hégémonie des États-Unis, etc.¹.

Comment dater de tels changements dont bien des composantes s'affirmèrent progressivement et dont les racines plongent au cœur de l'histoire ? La désagrégation, au cours des années 1970, de l'ordre financier et monétaire international défini après la Seconde Guerre mondiale et la montée du monétarisme marquèrent une première étape. A la fin de la décennie, on peut localiser un événement bien défini dans le temps, qui marqua une rupture soudaine dans le cours du capitalisme, c'est la décision de la banque centrale des États-Unis, la Réserve Fédérale, en 1979, de hausser les taux d'intérêt. Il s'agissait de mettre un terme à la vague d'inflation des années 1970, mais la hauteur des taux d'intérêt corrigés de l'inflation était aussi supposée favoriser l'élimination des entreprises les moins performantes et augmenter l'épargne en accroissant les revenus des couches les plus riches. Outre l'arrêt de l'inflation, cette décision eut des conséquences considérables, servant les intérêts des classes dominantes, pesant sur l'investissement (l'épargne plongea) et augmentant le chômage. Elle fut à l'origine d'une crise financière dans les pays du centre et de la crise de la dette du Tiers-Monde. Nous l'appelons *le coup de 1979*, au sens où l'on parle d'un coup d'État, car il s'agit d'un processus politique soudain et *délibéré*, et non de l'aboutissement d'un quelconque mécanisme de marché.

Environ vingt ans plus tard, beaucoup voient dans la chute des cours boursiers, au terme d'une folle envolée culminant au début de 2000, et dans l'entrée de l'économie des États-Unis dans une récession, les signes d'une nouvelle étape. Ces perturbations viennent se combiner à la multiplication des crises de la périphérie propres au néolibéralisme. La situation de l'Amérique Latine démontre, si besoin était, que la crise asiatique n'était qu'une des manifestations d'un phénomène de grande envergure : depuis la crise de la dette du Tiers-Monde en 1982 jusqu'aux derniers développements en Amérique du Sud. Ni l'importance ni la nature de ces événements récents ne sont faciles à définir, d'autant plus qu'ils viennent désormais se combiner au renouveau du militarisme américain qui ajoute à l'incertitude générale. Le *choc de 2000* marquera-t-il une rupture comparable au coup de 1979 : son symétrique en quelque sorte ? Est-il le signe avant-coureur d'une crise majeure comme celle de 1929 ? Marquera-t-il une métamorphose du néolibéralisme, voire le commencement de sa fin ?

Cet article dessine les grandes lignes d'une interprétation générale de ces événements. La section 1, *Économie d'un coup de force politique*, est consacrée aux conditions économiques de l'affirmation du néolibéralisme : d'une part, la crise du dollar et l'affaiblissement graduel du cadre de Bretton Woods et, d'autre part, la crise structurelle des années 1970 et

1. Ces analyses empruntent à d'autres travaux des auteurs, notamment : G. Duménil, D. Lévy, *Crise et sortie de crise. Ordre et désordres néolibéraux*, Paris : Presses Universitaires de France (2000), et G. Duménil, D. Lévy, *Économie marxiste du capitalisme*, Paris : La Découverte, Coll. "Repères" (2003).

ses conséquences (la croissance lente et le chômage structurel). L'interprétation, en termes politiques, de cette transition et de l'ordre auquel elle aboutit, est donnée à section 2, *Politique d'un nouveau cours de l'économie*. Il s'agit du démantèlement de ce qui a été baptisé *compromis keynésien*, analysé en termes de luttes et d'alliance de classes. Enfin, la section 3, *Économie politique des contradictions de l'ordre néolibéral*, suggère une interprétation des contradictions actuelles de l'ordre néolibéral, dans leurs dimensions économique et politique, à l'évidence étroitement liées. Cette analyse permet d'évoquer la question toujours difficile des perspectives.

La démarche qu'on va suivre joue sur la distinction entre des *conditions économiques* et les *actions* de groupes sociaux, en l'occurrence des classes ou fractions de classes, selon la célèbre formule de Marx :

Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas de plein gré, dans des circonstances librement choisies ; celles-ci, ils les trouvent au contraire toutes faites, données, héritage du passé².

1 - Économie d'un coup de force politique

S'il faut bien voir dans l'affirmation du néolibéralisme un événement de nature politique, une reconfiguration des pouvoirs entre classes et fractions de classes, ces mouvements ne peuvent être saisis qu'une fois replacés dans un ensemble de mécanismes et de tendances économiques. La difficulté de cette analyse procède de la multiplicité des éléments qui se sont combinés. A cela vient s'ajouter la quasi-impossibilité de les présenter sans anticiper sur leurs aspects politiques, tant ces diverses dimensions des phénomènes sont liées. On va rappeler ici quelques éléments simples :

1. **La crise du dollar.** Au cours des premières décennies postérieures à la Seconde Guerre mondiale, l'économie des États-Unis dominait celle de la planète, tant par sa taille que par sa supériorité technique. Mais l'Europe et le Japon étaient engagés à vive allure dans un processus de rattrapage, permis par l'exportation des capitaux américains et la conduite de politiques de développement spécifiques : politiques industrielles (planification à la française, MITI japonais...) et politiques macroéconomiques (stimulation keynésienne, tolérance à l'inflation, rajustement récurrent des taux de change par la dévaluation...). Ces politiques jouissaient d'une certaine autonomie par rapport aux mécanismes capitalistes les plus rigoureux, et étaient rendues possibles par les accords de Bretton Woods qui permettaient d'établir des barrières à la mobilité de capitaux (les systèmes de contrôle de change constamment renforcés et relâchés au fil des corrections des parités monétaires). A la transition des années 1960 et 1970, les États-Unis enregistrèrent les premiers déficits de leur balance commerciale, et s'inquiétèrent de la hauteur du dollar par rapport aux monnaies de ces pays. Ils leur demandèrent de réévaluer. En fait, les États-Unis suspendirent la convertibilité du dollar et le laissèrent flotter. Les barrières à la mobilité des capitaux

2. K. Marx, "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte" (1852), *Œuvres IV, Politique I*, p. 431-544, Paris : La Pléiade, Gallimard (1994), p. 437.

furent progressivement abandonnées. Se mettaient donc en place deux éléments fondamentaux de l'ordre néolibéral : (1) la flexibilité des taux de change ; (2) la libre mobilité des capitaux. Les pays moins avancés ne devaient retrouver ultérieurement des parités fixes que dans des systèmes d'accrochage au dollar, détruisant toute autonomie dans la conduite de leurs politiques (l'opposé de la fixité temporaire de l'après-guerre tendant à garantir une certaine marge de manœuvre). Les États des différents pays perdaient ainsi une grande partie de leur capacité d'agir sur leur économie et leur société.

2. La crise structurelle des années 1970. A partir de la fin des années 1960, le taux de profit (abstraction faite du paiement des intérêts et impôts, et des mécanismes du crédit) entama un mouvement de baisse dans les principaux pays développés (États-Unis, Europe et Japon), qui s'est poursuivi jusqu'à la première moitié des années 1980. Cette chute était due à une détérioration des conditions du changement technique, un accroissement de ce que nous appelons la *difficulté d'innover*. Le coût salarial (salaire direct et charge) fut vite repris en main. La crise se manifesta dans un ralentissement considérable de l'accumulation du capital et de la croissance de la production — eux-mêmes responsables de la formation d'un vague de chômage. Des politiques de relance furent menées jusqu'en 1979 aux États-Unis, et jusqu'en 1982 en France. L'inflation s'emballa alors, faisant accepter par certaines couches de la population (rentiers et gestionnaires) les politiques monétaristes puis néolibérales. Le néolibéralisme n'a pas causé la crise structurelle des années 1970 ; c'est la crise qui a permis l'affirmation du néolibéralisme. Il a prolongé les effets de la crise, car la ponction des profits des entreprises par les classes dominantes perpétua le ralentissement de l'accumulation, donc contribua au développement du chômage, surtout en Europe.

3. Les revenus des classes dominantes. La position des classes les plus riches avait déjà été fortement affectée par la crise de 1929 et le nouveau cadre institutionnel mis en place après la dépression et la Seconde Guerre mondiale. La crise et la manière dont elle fut traitée ajoutèrent très fortement à cette atteinte. Dès la fin de la guerre, les politiques macroéconomiques jouèrent de la faiblesse des taux d'intérêt réels, une des sources de revenus de ces classes. Les cadres jouissaient d'une assez large autonomie de gestion par rapport aux propriétaires des entreprises et distribuaient peu de dividendes (autre source de revenu de ces classes). Dans la crise des années 1970, les choses empirèrent considérablement pour les propriétaires capitalistes (actionnaires et prêteurs). Les taux d'intérêt réels tombèrent à quasiment zéro. Les profits étaient faibles et peu distribués en dividendes. Du fait de l'inflation, un énorme transfert de richesse se mit en mouvement en faveur des entreprises endettées. Au cours des années 1960, le 1% des ménages les plus riches des États-Unis possédait 35% de la richesse totale de ce pays. En 1976, ce pourcentage était tombé à 22%. Cette remarquable réduction des inégalités, si elle s'était prolongée à ce rythme, signifiait la ruine des classes dominantes. On peut voir dans le néolibéralisme, la réaction à cette euthanasie, et un processus de reconquête domestique et international. De ce point de vue, le néolibéralisme fut un succès : au cours de la décennie 1990, ce pourcentage atteignit 38%³.

4. Une nouvelle phase du changement technique. Depuis le milieu des années 1980, le profil du changement technique s'est profondément modifié, ce qui ouvre une nouvelle phase du capitalisme. Il s'agit surtout d'une économie sur le capital avancé, c'est-à-dire une hausse du rapport de la production au capital fixe (la productivité du capital). Il faut

3. Communication personnelle des données par Edward Wolff, auteur de *Top Heavy*, New York : The New Press (1996).

y voir une *inversion* des tendances dont découla la crise structurelle des années 1970 : le taux de profit, abstraction faite du paiement des impôts, intérêts et dividendes, augmente depuis vingt ans aux États-Unis et en Europe⁴.

Ce changement fut postérieur à l'établissement du néolibéralisme (qui tira parti de la crise causée par les conditions défavorables antérieures du changement technique) et n'en fut donc pas une condition, mais il a certainement contribué à sa *perpétuation* et au succès de la restauration des revenus des classes les plus riches qui est au cœur du néolibéralisme.

Le néolibéralisme a sans doute contribué à sa manière à ce rétablissement, c'est-à-dire avec la violence qui lui est propre, bénéficiant de la maturation de nombreuses composantes des nouvelles technologies en marche antérieurement. Il l'a fait en favorisant des restructurations, en faisant peser une contrainte de rentabilité très lourde sur les gestionnaires, compte tenu des taux d'intérêt élevés, et au prix de vagues de licenciements, sans assurer le sursaut de l'accumulation qui aurait pu atténuer le caractère dramatique de ces nouveaux développements.

2 - Politique d'un nouveau cours de l'économie

S'il existe une idéologie (et surtout une propagande) néolibérale—l'éloge du marché et la critique de l'intervention étatique—le néolibéralisme n'est pas une idéologie mais un système. Quelle que soit l'inadéquation du terme, le néolibéralisme définit une phase du capitalisme. On peut la caractériser par ses mécanismes et institutions propres, par exemple la libre circulation des capitaux ou l'établissement de flux de revenus en faveur des classes dominantes.

Pour l'analyser en termes politiques, nous voulons en revenir ici à l'idée de Marx rappelée antérieurement : que les hommes font leur propre histoire et cela dans des conditions données, celles dont on a retracé les aspects économiques à la section précédente. La référence à un cadre analytique marxiste implique également d'identifier au-delà des "hommes", artisans de l'histoire, des classes et fractions de classes (des hommes appréhendés fondamentalement dans leur relation au système des rapports de production), donc des relations de pouvoir et de subordination, donc l'institution dans laquelle s'incarne le pouvoir des classes dominantes, à savoir l'État. Pour ce faire, les événements caractéristiques des dernières décennies doivent être replacés dans une perspective historique :

1. Propriétaires et gestionnaires : la première hégémonie financière. A la fin du XIX^e siècle, au terme de la crise structurelle des années 1890 et de la crise de la concurrence qui en fut un des aspects, les États-Unis furent le champ d'une vaste transformation dont on peut définir trois aspects principaux : (1) la révolution des sociétés par actions (*corporate revolution*), c'est-à-dire la constitution du système des grandes entreprises modernes ; (2) la révolution de la gestion (*managerial revolution*), c'est-à-dire la prise en main par de vastes états-majors de cadres et d'employés de la gestion des entreprises, dont les propriétaires

4. Malgré un fléchissement aux États-Unis depuis 1997. Sur ces thèmes voir G. Duménil, D. Lévy, "The Profit Rate: Where and How Much Did It Fall? Did It Recover? (USA 1948-2000)", *Review of Radical Political Economy*, 34 (2002), p. 437-461.

s'étaient alors largement dégagés ; (3) la révolution financière, c'est-à-dire la constitution la grande finance moderne soutenant les grandes sociétés (accompagnée de l'explosion des mécanismes monétaires : comptes en banque, crédits...). Ces transformations gagnèrent graduellement l'ensemble des pays capitalistes développés.

L'importance majeure des cadres secondés par les employés dans la gestion des entreprises faisait planer un risque considérable sur les propriétaires capitalistes, qui causa beaucoup d'émoi. C'est la reconcentration du pouvoir du capital dans les institutions financières très puissantes qui garantit la perpétuation du pouvoir des propriétaires des moyens de production. Ainsi se mettait en place ce que nous désignons comme la *finance*, une entité sociale hybride qui regroupe les grands propriétaires capitalistes et leurs institutions. Jusqu'à la fin des années 1920, cette finance joua un rôle hégémonique dans l'économie et, plus généralement, la société. Elle conserva notamment le contrôle des mécanismes monétaires et financiers macroéconomiques, en dépit de la création de la Réserve Fédérale en 1913, et se montra, à ce propos, beaucoup plus soucieuse de la stabilité de ses propres institutions que de celle de la production.

2. La crise de 1929 et la répression financière. La première hégémonie de la finance culmina dans la crise de 1929 et les premières années de la dépression caractérisées par la faible intervention de l'État. Bien que les mécanismes de la crise aient été beaucoup plus complexes, la finance en fut largement rendue responsable. Le New Deal peut être décrit comme une grande intervention des cadres des appareils d'État dans l'économie, tendant à soutenir la demande et, dans un premier temps, à diminuer la concurrence (par le partage des marchés, la fixation de prix minimaux...). Sauvée par l'État qui prit en charge les créances douteuses, le secteur financier fut encadré par un système d'assurance des dépôts, une réglementation des taux d'intérêt et la limitation des opérations d'émission aux banques d'affaires (le *Glass Steagall Act*). La finance s'en trouva, selon l'expression américaine "réprimée". C'est cependant l'impulsion de la Seconde Guerre mondiale qui sortit les États-Unis et le monde de la dépression des années 1930, avec une implication encore plus forte de l'État dans les mécanismes économiques. Simultanément les cadres d'entreprises avaient acquis une plus grande autonomie dans la gestion des entreprises, ce qui ne faisait qu'ajouter à la menace pesant sur les prérogatives de la finance. Les premières avancées du début du XX^e siècle tendant à protéger le monde du travail et à garantir l'emploi connurent alors de nouveaux développements, scellant une forme de compromis entre les cadres et les grandes masses salariées. A la fin des hostilités, la finance perçut la menace que représentait cette avancée de formes d'organisation sociale portées par les cadres : ces interventions et limitations au jeu du capital allaient tous nous conduire vers l'esclavage⁵ !

3. Le compromis de l'après-guerre, comme nouvelle configuration de pouvoir. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'analyse de Keynes, jusqu'alors considérée avec méfiance aux États-Unis, fut perçue comme ouvrant la voie à un nouveau compromis. Le contrôle de la macroéconomie ne pouvait plus être laissé à la finance privée et devait être assuré par l'État, mais la finance restait en place derrière le système des grandes entreprises. Les concessions faites au monde du travail étaient consolidées, alors que la composante

5. En avril 1947, Hayek créa la *Société du Mont Pèlerin*, à laquelle participa Milton Friedman. Hayek avait décrit le contrôle des mouvements des capitaux comme "une avancée décisive sur la route du totalitarisme et de la suppression de la liberté individuelle" ou "la livraison de l'individu à la tyrannie de l'État, la suppression finale de toute issue — pas simplement pour les riches mais pour tous" (F.A. Hayek, *The Road to Serfdom* (1944), Chicago : The University of Chicago Press (1980)).

la plus radicale de la contestation du capitalisme était réprimée. L'ordre capitaliste était sauvegardé. Ce compromis fut grandement facilité par le cours favorable du progrès technique qui prévalut jusqu'à la fin des années 1960, permettant simultanément la hausse plus rapide du salaire direct et indirect, et le maintien du taux de profit. Peut-être aurait-il été impossible en l'absence de ce mouvement.

Dans ce compromis, la finance conservait sa place, quoique fortement limitée dans ses aspirations, et le monde ouvrier et les employés se voyaient positionnés sur une trajectoire de progrès, marquée par l'élévation du niveau de vie et la perspective d'un avenir plus heureux pour les nouvelles générations. Mais la cheville ouvrière en était les cadres des secteurs publics et privés. Ils géraient les entreprises et l'État, y compris les systèmes de santé ou d'éducation, selon leurs propres savoir-faire et critères.

Un vaste éventail se trouvait, en fait, ouvert entre pays, allant des politiques macroéconomiques keynésiennes simples à la mise en place de modèles de développements qu'on a qualifiés d'*économies mixtes*, avec toutes les gradations *social-démocrates*. Ainsi, au lieu de parler de *compromis keynésien*, préférons-nous l'expression *compromis cadriste* qui rend mieux compte de la diversité des composantes et de la variété des modèles.

4. Les luttes des années 1970 et l'affirmation du néolibéralisme. Pendant ces années, la finance n'accepta jamais les limitations mises à son activité. Elle se battit au niveau national contre les protections octroyées au monde du travail et l'intervention économique étatique du compromis cadriste, et, sur le plan international, contre les dispositions de Bretton Woods, notamment la limitation des mouvements des capitaux. Sur ce terrain, le développement des *euromarchés*, c'est-à-dire d'opérations bancaires réellement ou fictivement délocalisées et ainsi dégagées des réglementations nationales, permit à la finance de renforcer sa position. Les intérêts de la finance internationale allaient à la rencontre de ceux des firmes multinationales, alors en pleine expansion. Très tôt le système des restrictions aux mouvements de capitaux permis par les accords de Bretton Woods s'effrita, et l'unification européenne ne conduisit jamais à *une Europe financière* (une sorte de marché commun de la finance). Au lieu de cela, la finance européenne chercha directement à s'intégrer dans la nouvelle finance mondialisée. Ainsi, sous la menace des mouvements internationaux de capitaux, le néolibéralisme s'était emparé, outre des États-Unis et du Royaume Uni, de l'essentiel de l'Europe continentale. Restaient le Japon et la périphérie, mais la partie était gagnée pour la finance.

5. Domination et compromis dans le néolibéralisme - le rôle de l'État. Le néolibéralisme est l'expression de la réaffirmation du pouvoir d'une fraction des classes dominantes, compte tenu de la concentration des pouvoirs de la propriété dans les institutions financières, ce que nous désignons comme *la finance*. Ce nouveau cours définit un renforcement du pouvoir capitaliste, avec une violence accrue. Dans ce capitalisme néolibéral, l'exploitation est criante tant au centre qu'à la périphérie (notamment la nouvelle détermination à drainer les ressources des pays moins avancés).

Prenant le néolibéralisme pour ce qu'il est, c'est-à-dire une configuration sociale de classe où la prééminence des classes dominantes est assurée par le jeu de la démocratie de classe, ce système ne peut survivre sans compromis. Il en existe deux principaux :

- *Le sommet de la hiérarchie cadriste.* La finance a acheté, à grand frais, la fraction supérieure des gestionnaires par d'énormes rémunérations, sous la forme de salaires ou de *stock options*. Cela garantit la stabilité de ce que nous appelons *l'interface propriété-gestion*, où collaborent des propriétaires encore impliqués dans la haute gestion et des

gestionnaires dont les rémunérations ouvrent un accès à la propriété. Ces fractions supérieures des gestionnaires eurent la responsabilité de la transformation de la gestion et de la discipline imposée sur les autres cadres ainsi que tous les groupes encadrés : employés et ouvriers.

- *Les classes moyennes.* Le néolibéralisme est parvenu à établir un lien avec les classes moyennes en général à travers la détention de titres : soit des bons ou obligations rémunérateurs grâce aux hauts taux d'intérêt, soit des actions que la hausse des cours de bourse (jusqu'à récemment) et les distributions de dividendes rendaient particulièrement attractives. Aux États-Unis, ces mécanismes donnèrent aux classes moyennes le sentiment d'être associées à la prospérité capitaliste, notamment par leurs avoirs au sein des fonds de pension.

Dans ces mécanismes, rien ne suggère une quelconque autonomie de l'État. Il va de soi que dans cette étude, l'*État* doit être entendu au sens large, par exemple y compris une banque centrale autonome, instrument du pouvoir des classes dominantes, et que les institutions internationales (Fonds Monétaire International et Banque Mondiale) sont les éléments d'un État supranational. L'État demeure l'agent du pouvoir de ces classes et, plus précisément, le lieu où se cristallisent les configurations de pouvoir. La finance n'est pas contre l'État, mais contre celui du compromis keynésien. La montée du néolibéralisme s'est faite sous la conduite de l'État aux États-Unis comme le suggère toute l'histoire de l'après-guerre⁶. La mobilité des capitaux intra et extra-européenne imposa à ces pays l'ordre néolibéral, sous le couvert de l'absence d'alternative que créait cette mobilité. Ainsi, les gouvernements européens ont été, d'une part, les victimes d'une transformation néolibérale venue de l'extérieur, et, d'autre part, ses agents, en tant que partis de gouvernement décidés à s'y maintenir. Les résistances populaires imposèrent, cependant, certaines restrictions (comme la préservation de la Sécurité Sociale en France). La même histoire risque de se répéter, au fil des élections de leaders de gauche en Amérique Latine.

6. L'hégémonie américaine et le militarisme. Dans ce tableau, il ne faut pas oublier la confrontation entre les différents pays et leurs États⁷ (désignés souvent erronément comme États-nations⁸). Il s'agit de la structure hiérarchique des pouvoirs entre pays inégaux, qui définissent le cadre de ce qu'on peut continuer à décrire comme un *impérialisme*, même si la conquête, suivie de l'exercice du pouvoir direct ou colonial, appartient plus ou moins au passé (avec l'exception importante de la conquête de la Palestine par Israël toujours en cours, et les nombreuses dominations sur des entités nationales comme le Kurdistan, le Tibet...).

Le terme *hégémonie* semble le mieux adapté, dans sa référence implicite à l'antiquité grecque, pour désigner le leadership que les États-Unis exercent sur les pays capitalistes avancés, où se combinent la défense des intérêts communs vis-à-vis du reste du monde et un rapport de domination interne à cette coalition (les pays européens sont solidaires des États-Unis vis-à-vis du reste du monde et dans l'établissement du meilleur des mondes capitalistes globaux, et dominés par ce leader). D'où le mélange des manifestations d'amour passionnel et de *défi*, plutôt que le *dépit* de la comédie, amoureux de la part d'un allié comme la France.

6. Voir la remarquable démonstration : E. Helleiner, *States and the Reemergence of Global Finance. From Bretton Woods to the 1990s*, Ithaca : Cornell University Press (1994).

7. Actuel Marx, *L'hégémonie américaine*, Vol. 27 : dossier préparé par Gilbert Achcar (2000).

8. Car le fait que ces pays soient plurinationaux (comme la Turquie où Israël) ne change rien à ces relations.

Le militarisme, dont le centre se situe aux États-Unis mais qui pénètre toute la coalition impérialiste, couronne l'ensemble de cet édifice⁹. Ce qu'il y a de troublant est la métamorphose de ses formes et les changements de phases mais, en même temps, la continuité de ses objectifs. Tout est bon : dictature (en Amérique latine il y a peu de temps et dans un avenir peut-être pas si éloigné), démocratie de classe (lorsque les luttes sont suffisamment faibles), interventions diplomatiques (Mexique) et armées (Panama, Nicaragua...), annexions directes (comme dans la constitution historique du territoire des États-Unis) ou soutien de gouvernements à la solde des nouveaux maîtres (Colombie), élimination d'autres (ou tentatives comme au Venezuela), au gré des circonstances... [Les parenthèses ci-dessus ont un simple but d'illustration, et ne prétendent pas renvoyer à un cadre organisé.]

7. Lutttes de classes. Le moteur de cette politique de la domination est la lutte des classes. On peut la voir d'en haut, dans la réaffirmation du pouvoir des propriétaires du capital face à l'autonomie des cadres susceptible de faire dériver le capitalisme vers des modèles plus ou moins alternatifs, ou d'en bas, face à la menace que les luttes populaires font peser sur tous les ordres établis. Le premier acte de l'affirmation du néolibéralisme au Royaume Uni et aux États-Unis a été la répression de vastes mouvements de grève. Les alternatives, à proprement parler, comme au Japon ou en France sont tombées "par le haut" (même si les restes de l'ancien ordre ne sont pas négligeables). Au total, ce qui est en jeu est le maintien du pouvoir des classes capitalistes face aux menaces que font peser sur elles toutes alternatives : réformistes, ou radicales dans le passé.

3 - Économie politique des contradictions de l'ordre néolibéral

Même si l'affirmation de l'ordre néolibéral frappe par son caractère fulgurant, au centre comme à la périphérie, il ne faut pas sous-estimer ses contradictions :

1. Le néolibéralisme n'est pas un modèle de développement, et la relative réussite des États-Unis est fondée sur des mécanismes non exportables. Globalement, les deux décennies du néolibéralisme se caractérisent dans le monde par une croissance lente. Les États-Unis ont retrouvé dans les années 1990 des taux de croissance peu inférieurs à ceux des décennies de l'après-guerre ; mais l'Europe croît très lentement et ne peut venir à bout de son chômage ; le Japon est en crise. Tous les pays de la périphérie, ou presque, qui ont suivi les voies du néolibéralisme ont des taux de croissance plus faibles qu'auparavant et souffrent d'une instabilité accrue. La poursuite de ce cours défavorable des choses suscite nécessairement des résistances.

S'il a pu contribuer à stimuler un nouveau cours du changement technique, le néolibéralisme a de plus en plus de mal à dissimuler son caractère de classe. La relative prospérité des États-Unis (par rapport aux décennies précédentes et par rapport à ses concurrents), au cours des décennies néolibérales, a pu créer, à force de propagande, l'illusion que le néolibéralisme est susceptible de promouvoir le développement. Mais cet avantage des États-Unis

9. C. Serfati, *La mondialisation armée. Le déséquilibre de la terreur*, Paris : Éditions Textuel (2001).

provient d'abord du fait que ce pays fut atteint beaucoup moins profondément par les changements institutionnels dus au passage au néolibéralisme que les autres pays engagés dans des modèles de développement alternatifs (à très forte intervention étatique, appel au crédit à des taux réels faibles et forte autonomie des cadres gestionnaires). A cela est venu s'ajouter un soutien de la consommation par le crédit (avec une forte intervention de l'État fédéral) et une certaine reprise de l'investissement très diminué. Ces politiques ont impliqué un déficit extérieur sans précédent. Il s'agit globalement de trajectoires macroéconomiques qui ne sont pas à la portée des autres pays, dont la politique est contrainte par la nécessité d'assurer l'équilibre des comptes extérieurs. Elles reposent sur la prééminence du dollar et les très importants flux de revenus que les États-Unis drainent de l'étranger (profits des multinationales et intérêts de la dette des pays de la périphérie).

2. La relative prospérité des États-Unis au cours des années 1990 est, peut-être, compromise, et la menace d'une crise plus grave est réelle. Tout n'est pas rose dans l'avenir de l'économie des États-Unis. Il leur sera difficile de pousser en avant l'endettement considérable des ménages et les déficits extérieurs ; le freinage de la chute de la bourse est très délicat, et peu compatible avec le maintien de taux d'intérêt réels forts, une des bases du néolibéralisme ; le retour à des taux d'investissement élevés, moyennant un financement national et non international, impliquerait que les profits cessent d'être distribués dans leur quasi-totalité aux actionnaires. En des termes un peu simplificateurs : il faudra choisir entre l'investissement et la bourse (compte tenu des risques attachés à la poursuite de sa chute). Par ailleurs, l'accroissement presque inéluctable des difficultés économiques de la périphérie, en particulier concernant le paiement de la dette, fait peser un risque de contagion sur les économies du centre, et notamment celle des États-Unis. La combinaison des éléments domestiques et internationaux représente donc une menace réelle. Ces éléments impliquent, pour le moins, une évolution du néolibéralisme dans le sens d'une plus grande intervention centrale et étatique.

3. Les bases du compromis néolibéral aux États-Unis sont minées. Les deux volets du compromis néolibéral, au sommet de la pyramide gestionnaire et vis-à-vis des classes moyennes, ne résisteront pas à la chute des cours de bourse et à la baisse des taux d'intérêt, pour des raisons évidentes. Il s'agit là d'un facteur politique qui pourrait devenir déterminant.

4. Le développement des luttes et résistances. Comme toute oppression, le néolibéralisme suscite des luttes et résistances, même si jusqu'à une date récente, elles sont restées en deçà de ce qui était imaginable. Malgré l'incapacité de gouvernements de gauche à susciter des alternatives, les populations de certains pays de la périphérie continuent à voter pour des partis qui se présentent en résistance au néolibéralisme et à l'hégémonie des États-Unis. Le problème est qu'à l'intérieur du système de la mobilité du capital que la finance est parvenue à mettre en place, il n'y a pas de sortie nationale possible, seulement quelques alternatives faibles visant à limiter les ravages, comme au Chili souvent donné en exemple. Mais l'Argentine était également citée en modèle jusqu'à la crise !

Les manifestations électorales d'humeurs antinolibérales dans la périphérie rejoignent les mouvements réclamant une autre mondialisation ou luttant contre la guerre (aux côtés de tout un ensemble de composantes). Ces luttes créent un nouvel espoir mais auront beaucoup de mal à surmonter leur éclectisme. Face à elles, la finance n'est évidemment pas désarmée. Outre les crédits en devises, elle contrôle l'information et la propagande. Elle dispose de la force directe : subversive et militaire. Elle joue de l'ambiguïté de toute force

policière, un des traits classiques de l'analyse marxiste de l'État¹⁰ : honnie en tant qu'outil de la domination de classe, et appelée au secours face à violence que peuvent susciter certains États, les mafias, les rivalités ethniques, le racisme et la xénophobie, etc.

5. La transformation ou le dépassement du néolibéralisme. Dans l'analyse des transformations à venir du néolibéralisme, il faut distinguer entre l'idéologie et la réalité. Les interventions centralisées, notamment de l'État ou d'institutions de caractère étatique, sont cruciales dans le fonctionnement du néolibéralisme, comme ils l'ont été dans son instauration. Le néolibéralisme est affaire d'intérêts, en particulier de revenus, des classes dominantes. L'apologie du marché fut une arme dans le combat de ces classes, mais le libre marché n'est pas une fin en soi. La libre mobilité internationale du capital sert à étendre le terrain de chasse du capital international et à soumettre le monde au nouvel ordre. La levée des barrières commerciales répond aux mêmes fins. Tous ces mécanismes peuvent être modulés dès lors qu'il s'agit des intérêts des pays dominants (ce que montrent les négociations de l'OMC, les subventions à l'agriculture des États-Unis, la protection du secteur manufacturier de ce pays, etc.). La lutte contre l'inflation et le maintien des taux d'intérêt réels à des niveaux élevés impliquèrent le renforcement des pouvoirs de la Réserve fédérale. Le système bancaire et les caisses d'épargne américains ont été sauvés par le gouvernement. L'explosion du crédit aux ménages est actuellement garantie par des institutions gouvernementales. La chute de la bourse pourrait impliquer un renforcement des retraites par redistribution. Une crise majeure susciterait une intervention étatique de grande envergure. Et la liste serait longue...

Il faut donc distinguer entre l'ajustement des mécanismes économiques à l'intérieur de l'ordre néolibéral représentant des pouvoirs et compromis de classe inchangés, et une transformation impliquant la définition de nouveaux compromis. Abstraction faite du pouvoir évocateur idéologique du mot *néolibéralisme*, seule la venue au monde d'une nouvelle configuration de pouvoir signifierait un dépassement de l'ordre actuel. Dans le cas contraire, il faudrait seulement parler d'une nouvelle phase.

Quelle que soit l'ampleur de ces changements, ils ne seront pas faciles. Ils supposent la combinaison d'un ensemble d'éléments dont on peut percevoir les signes annonciateurs :

- *L'économique et le politique.* La situation économique est minée, tant en termes de risques d'instabilisation majeure, que par la remise en question des conditions de la prééminence des États-Unis. De nouvelles conditions politiques se créent.
- *Le centre et la périphérie.* La poursuite de la médiocre prospérité de la plupart des pays du centre suppose la remise en question de bien des aspects de l'ordre néolibéral. Quant à la périphérie, elle n'a aucun espoir dans le cadre du néolibéralisme, où se cumulent le poids écrasant de la dette et la menace de la fuite des capitaux. La remise en question du néolibéralisme doit surgir conjointement des résistances du centre et de la périphérie.
- *Les contradictions des classes dominantes et les luttes populaires.* Au terme de l'euphorie boursière et dans l'hypothèse d'une baisse des taux d'intérêt réels, le néolibéralisme ne satisfera plus les attentes des classes qui en ont bénéficié, et il sera très difficile de maintenir les compromis qui assurent son acceptabilité par les classes intermédiaires. Face à ces nouvelles circonstances, la capacité du réveil des luttes populaires à créer une dynamique de changement radical sera multipliée.
- Restera à répondre à la question : le changement vers quoi ?

10. Que Hardt et Negri ont oublié, d'où la bulle théorique de l'"empire" (*Empire*, Paris : Exils Éditeur (2000)) en voie d'éclatement. Voir le numéro 34 d'*Actuel Marx : Le nouvel ordre impérial*.

Sommaire

Introduction	1
1 - Économie d'un coup de force politique	2
2 - Politique d'un nouveau cours de l'économie	4
3 - Économie politique des contradictions de l'ordre néolibéral	8